



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt quatre juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 juin 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 24

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Alik Perendoukou, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Édith LEROUX donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Yannick LE COQ
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSEIL MUNICIPAL du 24 juin 2024

M_DL240624_075

MARCHES PUBLICS - FOURNITURE DE COMBUSTIBLE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN D'INSTALLATION DE CHAUFFAGE - GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - MARCHÉ - LANCEMENT - SIGNATURES - AUTORISATION - ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N°M_DL240415_048 DU 15 AVRIL 2024

ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N°M_DL240415_048 DU 15 AVRIL 2024

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire - Lors du conseil municipal du 15 avril 2024, je vous ai présenté la délibération n°M_DL240415_048 relative au marché de fourniture de combustible, d'exploitation des installations de chauffage, de traitement d'air, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des eaux par adoucisseurs des bâtiments communaux pour la ville de Montivilliers et des Résidences autonomie pour le CCAS de Montivilliers qui arrive à échéance le 31 août 2024.

Après concertation avec le cabinet PERFENCO, dans le cadre de son contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du futur marché d'exploitation des installations de chauffage, il est nécessaire de modifier des éléments du futur contrat qui vous ont été présentés lors du précédent conseil municipal.

Une nouvelle délibération qui annule et remplace la précédente est donc nécessaire pour le lancement de ce dossier.

Le marché de fourniture de combustible, d'exploitation des installations de chauffage, de traitement d'air, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des eaux par adoucisseurs des bâtiments communaux pour la Ville de Montivilliers et des résidences autonomies pour le CCAS de Montivilliers, arrive à échéance le 31 août 2024.

Afin de permettre une bonne continuité de ce service et d'entretenir nos installations, une nouvelle consultation doit donc être lancée pour la Ville et le CCAS de Montivilliers, pour un marché à effet au 1er janvier 2025, pour une durée totale de 4 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2028.

Un avenant de prolongation du contrat actuel va vous être présenté lors de ce conseil municipal pour couvrir la période de chauffe du 1er septembre 2024 au 31 décembre 2024.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive de groupement de commandes.

Cette convention précise :

- que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et notifier les accords-cadres ;
- que la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission d'appel d'offres du groupement ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- que chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter son propre marché ;

Le marché sera constitué des prestations suivantes dont les montants annuels de dépenses sont estimés à :

- Poste P1 - fourniture de combustible :

Ville de Montivilliers : 544 147,00 euros HT, soit 652 976,40 euros TTC

- Poste P2 - entretien courant des installations de production et de distribution de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de traitement des eaux par adoucisseurs, de traitement d'air et de climatisation de l'ensemble des équipements techniques :

Ville de Montivilliers : 106 698,00 euros HT, soit 128 037,60 euros TTC

- Poste P3 - travaux de gros entretien sur les installations de chauffage (changement de chaufferie, radiateurs...)

Ville de Montivilliers : 41 112,00 euros HT, soit 49 334,40 euros TTC

A ces prestations, s'ajoute l'installation de GTC (Gestion Technique Centralisée) dans certains établissements et groupes scolaires. Celle-ci permet de piloter à distance l'ensemble des installations techniques (chauffage, climatisation) d'un bâtiment.

Les lieux concernés et les coûts sur la durée du marché sont estimés à 68 500,00 euros HT, soit 82 200,00 euros TTC et décomposés comme suit :

Cœur d'Abbaye / Bibliothèque Condorcet : 8 000,00 euros HT, soit 9 600 euros TTC

Groupe scolaire Jules Collet : 9 000,00 euros HT, soit 10 800,00 euros TTC

Groupe scolaire Louise Michel : 9 500,00 euros HT, soit 11 400 euros TTC

Groupe scolaire Marius Grout : 7 500,00 euros HT, soit 9 000 euros TTC

Ecole primaire Jules Ferry + logement : 7 500,00 euros HT, soit 9 000,00 euros TTC

Complexe sportif Max Louvel : 8 500,00 euros HT, soit 10 200,00 euros TTC

Maison de l'Enfance et de la Famille : 18 500,00 euros HT, soit 22 200,00 euros TTC

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des relations entre le public et l'administration,

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8,

VU la délibération du conseil municipal du 15 avril 2024 n°M_DL240415_048 relative au lancement d'une consultation pour la passation d'un marché de fourniture de combustibles, maintenance et entretien des installations de chauffage et à la conclusion d'une convention de groupement de commande afférente,

CONSIDÉRANT

- que, suite à une redéfinition des besoins, il convient d'abroger la délibération du conseil municipal du 15 avril 2024 n°M_DL240415_048 précitée,

- que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique prévoient la

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

possibilité de constituer des groupements de commandes ;

- qu'il est nécessaire de former un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS afin de constituer un marché de fourniture de combustible, d'exploitation des installations de chauffage, de traitement d'air, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des eaux des bâtiments communaux pour la Ville de Montivilliers et des résidences autonomie pour le CCAS de Montivilliers ;

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'abroger** la délibération du conseil municipal du 15 avril 2024 n°M_DL240415_048,

- **D'approuver** la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville et le CCAS de Montivilliers destinée à la passation du marché de fourniture de combustibles, d'exploitation des installations de chauffage, de traitement d'air, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des eaux des bâtiments communaux pour la Ville de Montivilliers et des résidences autonomie pour le CCAS de Montivilliers ;

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention ;

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à lancer la consultation publique relative à la passation du marché de fourniture de combustibles, d'exploitation des installations de chauffage, de traitement d'air, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement des eaux dans les conditions visées ci-dessus ;

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer les marchés propres à la Ville de Montivilliers avec la société qui sera désignée à l'issue de la procédure de consultation publique ;

Imputation budgétaire

Exercice 2025 et suivants

Budget principal Ville de Montivilliers

Sous-fonction et rubrique : Toutes fonctions selon les bâtiments

Nature et intitulé :

Pose GTC : 21351 : Bâtiments publics

P1 : 60613 : Chauffage urbain

P2 : 6156 : Maintenance

P3 : 615221 : entretien et réparation de bâtiments publics

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

